

PRÉAMBULE

LA BLESSURE DU 10 MAI

Depuis que nos présidents de la République sont élus au suffrage universel, le renouvellement de leur mandat a toujours été une opération délicate. Est-ce le goût du changement ou l'usure du pouvoir qui explique cette lassitude qui conduit les électeurs à se détourner des bilans pour préférer les projets et parfois les illusions ? Toujours est-il que le sortant se trouve à chaque fois en difficulté lorsqu'il doit rendre des comptes. Même le général de Gaulle, en 1965, fut mis en ballottage sous les assauts conjugués de l'opposition irréductible que représentait François Mitterrand et de la jeunesse triomphante qu'incarnait Jean Lecanuet. L'homme du redressement national et de la reconstruction de la France en fut durablement ébranlé. À son tour, François Mitterrand, que les électeurs rejetaient en 1986, sut utiliser avec habileté les ambiguïtés de la cohabitation et les affrontements entre Jacques Chirac et Raymond Barre pour se couler dans les habits d'un

homme nouveau : l'homme de la France unie, l'homme du « ni-ni », l'homme de l'intérêt général face aux clans et aux partisans. Cette posture résonnait comme en écho de celle de 1981 où, disait-il, « la majorité politique rejoignait la majorité sociologique ».

Élu en 1995, Jacques Chirac, enfin, n'avait pu, en tant que président de la République, gouverner effectivement que deux ans. Le sortant en 2002, c'était Lionel Jospin, l'homme qui avait dirigé la France depuis Matignon pendant cinq ans et qui croyait faire de son bilan sa grande arme électorale. Elle lui fut fatale, alors que Jacques Chirac, qui s'était réfugié dans le confort de la cohabitation, ne dut sa réélection qu'à la divine surprise qu'il eut d'avoir Jean-Marie Le Pen comme challenger de deuxième tour. Il put ainsi passer de moins de 20 % des suffrages exprimés au premier tour à plus de 80 % au second.

À chaque fois, les électeurs se sont exprimés davantage en rejetant un candidat plutôt qu'en plébiscitant le vainqueur.

Le 10 mai 1981 restera comme assez atypique par la puissance des débats et la gravité de l'enjeu. Valéry Giscard d'Estaing n'échappa nullement au syndrome classique de la volonté du changement que les Français aiment manifester à chaque fois qu'ils ont l'occasion d'exprimer leur scepticisme sur ceux qui les représentent. Sa défaite est due à trois causes : l'antagonisme avec Jacques Chirac, la montée dans l'opinion de la volonté de l'alternance radicale, les attaques contre la personne du président sortant. Tout a été dit et écrit sur les oppositions entre Giscard et

Chirac à cette époque. De nombreux témoins nous ont éclairés sur l'implacable volonté qu'avait Jacques Chirac de voir le président sortant éliminé quel qu'en fût le prix. Sa réélection aurait été pour lui un enfer de sept ans avec la perspective de voir émerger un dauphin en la personne de Raymond Barre ou de son éventuel successeur à Matignon. Dans tous les cas, Jacques Chirac risquait de traverser une période difficile pour lui, avec le risque de disparaître progressivement de la liste des présidentiables quand le gros de ses troupes aurait rallié le nouveau Premier ministre. Au contraire, la chute de la maison Giscard allait lui ouvrir un avenir radieux ; il lui suffisait d'attendre que la rose se fane pour que les Français reconnaissent en lui la seule alternance crédible.

« Giscard est mort » se serait-il exclamé le soir du 10 mai, et avec lui, du moins l'espérait-il, Raymond Barre et l'ensemble de l'UDF. La majorité sortante allait pouvoir retrouver une organisation conforme à ses vœux : un grand RPR dominant entouré de quelques groupuscules divisés entre eux mais nécessaires pour élargir sa base électorale. C'était le système « maire de Paris ». L'étude des reports des voix entre les deux tours montre que ce choix stratégique fut déterminant dans l'élection de François Mitterrand.

Les sept années qui séparent son entrée à l'Élysée de sa sortie furent pour Giscard des périodes d'innovation et de progrès malgré les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Le gouvernement de Raymond Barre réussit à redresser les comptes du pays et à assurer une progression du pouvoir d'achat sans dérapage avant que la crise de 1979

ne revienne perturber les résultats obtenus grâce à ces efforts. La question se posait alors de laisser filer les déficits jusqu'à l'échéance présidentielle ou de relever les défis auparavant.

Le Premier ministre plaidait pour un traitement rapide sachant que le mal risquait d'empirer rapidement si rien n'était fait et le président arbitrera dans ce sens. 1979, c'est l'augmentation de 153 % du prix du baril de pétrole alors que la politique de diversification des sources énergétiques a été menée avec constance depuis les décisions de 1973 et leur application réelle en 1974. Mais ses effets ne se firent véritablement sentir qu'après 1981.

Face à la politique sage et mesurée de Raymond Barre qui aurait fait de la France un pays assaini, capable de rivaliser avec les plus grandes puissances (elle était devenue le troisième exportateur mondial), François Mitterrand se lance dans les promesses démagogiques : « Je créerai un million d'emplois en un an » et « avec moi la France ne connaîtra jamais deux millions de chômeurs ». Surtout, il exalte la revanche des pauvres contre les riches, des infortunés contre les « gens des châteaux ». Ce n'est pas simplement la ligne politique suivie par la majorité qu'il dénonce, c'est tout le système institutionnel qu'il récuse. Aux efforts de décrispation de la société française entrepris par Giscard, il répond par la radicalisation de l'affrontement. Il s'affirme ainsi comme le leader de toute la gauche, disposant d'un socle électoral de premier tour qui le placera à quasi-égalité avec le président sortant. Avec l'aide de Jacques Chirac, appliqué à la destruction systématique de l'image de Valéry Giscard d'Estaing, il espère pouvoir l'emporter.

Giscard est un homme d'État doublé d'une nature psychologique particulière. Il voudrait être aimé comme un responsable qui s'investit totalement dans la conduite des affaires du pays et cherche à améliorer sa stabilité malgré les récifs au milieu desquels il faut naviguer. Il ne voit pas ou plutôt refuse de voir que c'est à sa personne que ses détracteurs vont s'attaquer, cherchant à créer des affaires ou à le brocarder pour tel ou tel comportement. Sa défaite du 10 mai le surprend parce qu'elle n'est pas scientifiquement explicable. Raymond Barre le dit en expliquant que ce n'est pas sa politique qui a été battue, c'est l'homme.

Tout a été fait pour dévaluer la fonction. Il y a d'abord eu la farce Coluche qui visait à montrer que la démocratie saurait bien se passer d'un expert et que n'importe qui pouvait exercer la fonction présidentielle. Il y eut ensuite les moqueries sur les rencontres avec les Français, ou sur l'attitude jugée royale du président. Il y eut enfin cette incroyable affaire des diamants qui visait à déconsidérer l'homme.

Comment, alors que Valéry Giscard d'Estaing quittait l'Élysée sous les sifflets de quelques groupuscules, n'aurait-il pas jugé injuste le sort qui l'accablait ? Sous son septennat, tous les grands investissements d'avenir avaient été lancés : nucléaire civil, TGV, Ariane, Airbus, téléphone, autoroutes, etc. Et voici que ses propres amis, inquiets d'être entraînés dans la débâcle, le reniaient les uns après les autres. L'homme était blessé, seul, mais résolu. Son « au revoir » résonnait en effet comme l'expression d'une volonté, celle de remonter un à un les échelons du pouvoir.

Le président Giscard d'Estaing n'est pas un homme comme les autres. Il a pu se faire des ennemis tenaces et laisser naître à son endroit des haines terribles qui subsistent encore aujourd'hui. Chaque mot, chaque déclaration est analysé au prisme des sentiments qu'on lui prête. Mais il a su aussi entraîner l'enthousiasme de ceux qui le soutenaient et exercer une véritable fascination sur une partie de l'opinion. Sa façon toute particulière d'expliquer les phénomènes complexes d'une façon didactique rend ses auditeurs plus intelligents. Son esprit brillant dérange. C'est là son charme. Aussi était-il logique qu'il veuille prendre sa revanche devant l'Histoire.

C'est cette tentative d'un impossible retour, mais une tentative qui faillit réussir, que nous avons souhaité raconter dans ce livre parce que nous en fûmes les témoins et qu'elle explique une grande part de notre histoire politique récente.

Car ce ne fut pas seulement une aventure personnelle, celle d'un homme résolu à prendre sa revanche sur les événements.

Elle s'accompagna chez lui d'un effort pour donner à la France une organisation politique plus rationnelle, plus équilibrée. L'UDF première manière, qui fut véritablement un « enfant » de Giscard, a failli lui permettre d'accomplir ce dessein. Elle devait être le socle sur lequel l'ancien président rebâtirait sa destinée. Après d'éclatants succès, face au RPR, ou contre celui-ci, elle s'affaiblit aux atermoiements des centristes, incarnations de tous les défauts des

démocrates chrétiens à la française, puis s'effondra sous les coups de jeunes loups infidèles qui considéraient que le temps des « vieux » était révolu, et que l'heure du renouveau avait sonné... Chassant d'abord en meute, puis chacun pour soi, ils transformèrent l'UDF en Centre des intrigues.

L'un de ces jeunes loups se nommait François Bayrou. Ce n'est sans doute pas celui que l'on croyait promis aux premiers rôles. Des Léotard, des Madelin, même des Méhaignerie tenaient le haut du pavé, quand Bayrou n'était qu'un homme d'appareil.

Ce ne fut pas le plus véhément dans son rejet du « père ». Il était plus malin que cela. Mais il sut patiemment cacher son jeu et son prurit de carrière, pour finalement tirer parti des circonstances. Il s'empara de ce qui restait de l'UDF – c'est-à-dire son titre – pour en faire la base de sa future candidature présidentielle.

C'est aussi le récit de cette curieuse, et involontaire, passation de témoin de Giscard à Bayrou que nous voulons faire.